



ARRETE DU MAIRE

PRIS LE 23 AOUT 2023

Services Techniques
CL/AF
N° 262 / 2023

OBJET : Intervention sur chambres télécom sur trottoir – allée des Genêts, avenue de Paris, avenue Descartes, avenue du Général Leclerc, avenue du Rond-Point, avenue Kellermann, chaussée Jules César, chemin du Parc, place Henri Sestre, rue Blanche, rue Bleury, rue Carnot, rue de la Fontaine Saint-Germain, rue du Docteur Schweitzer, rue Roger Gilbert.

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,

VU le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,

VU l'article R610-5 du Code Pénal,

VU les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,

VU l'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

CONSIDERANT la demande de l'entreprise, SERFIMTIC 74 rue de Paris - 93130 Noisy-le-Sec représentée par Monsieur EL HANY concernant des interventions sur chambres télécom sur trottoir : allée des Genêts, avenue de Paris, avenue Descartes, avenue du Général Leclerc, avenue du Rond-Point, avenue Kellermann, chaussée Jules César, chemin du Parc, place Henri Sestre, rue Blanche, rue Bleury, rue Carnot, rue de la Fontaine Saint-Germain, rue du Docteur Schweitzer, rue Roger Gilbert pour son propre compte.

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement.

ARRETE

Article 1 : Du 28 août au 30 novembre 2023, le stationnement et le dépassement seront interdits au droit et sur 10 mètres linéaires de part et d'autre des tampons télécom sur l'emprise de l'intervention et selon son avancement : allée des Genêts, avenue de Paris, avenue Descartes, avenue du Général Leclerc, avenue du Rond-Point, avenue Kellermann, chaussée Jules César, chemin du Parc, place Henri Sestre, rue Blanche, rue Bleury, rue Carnot, rue de la Fontaine Saint-Germain, rue du Docteur Schweitzer, rue Roger Gilbert.

Article 2 : L'entreprise devra utiliser des véhicules équipés de signalisation pour les chantiers mobiles ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur.

Article 3 : Les horaires de chantier seront adaptés au trafic routier ; les travaux s'effectueront de 09h00 à 16h00.

Article 4 : Les chambres télécom seront refermées le soir. Les chambres télécom seront balisées et un cheminement piéton protégé sera mis place et assuré en toutes circonstances et une déviation pourra être mise en place le cas échéant, en accord avec les services municipaux. Les enrobés seront repris en pleine largeur en respectant le coloris initial.

Article 5 : Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

Article 6 : La protection et la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite, la signalisation conforme au code de la route et son entretien, nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions, l'affichage du présent arrêté sur le chantier, seront effectués par l'entreprise SERFIMTIC, sous le contrôle des services techniques municipaux.

Article 7 : L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.

Article 8 : Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par la commune, celle-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.

Article 9 : La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.

Article 10 : Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants.

Article 11 : La directrice générale des services de la ville, la directrice des services techniques de la ville, le commissaire de police de la circonscription de Montmorency - Enghien-les-Bains, le responsable de la police municipale de Soisy-sous-Montmorency, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera à l'entreprise SERFIMTIC 74 rue de Paris – 93130 Noisy-le-Sec.

François ABOUT,

Conseiller municipal
Délégué aux travaux



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le :

Mis en ligne et/ou notifié le : **24 AOUT 2023**

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le

24 AOUT 2023

La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.